



RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE

*Liberté
Égalité
Fraternité*



pôle emploi

DIAGNOSTIC TERRITORIAL

Avril 2022

DÉPARTEMENT
GARD

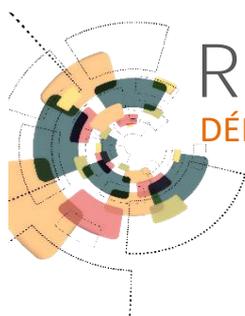
Ce diagnostic annuel dévoile les caractéristiques locales du marché du travail dans une région rassemblant des territoires où le taux de chômage peut figurer tantôt parmi les plus importants tantôt parmi les plus faibles de France.

Comme en France, l'économie régionale a été marquée en 2021 par une **croissance vigoureuse et une bonne capacité de rebond** face à la crise sanitaire. L'emploi total est reparti à la hausse depuis le 1^{er} trimestre 2021, continuant de dépasser son niveau d'avant crise pour le troisième trimestre consécutif. Cette embellie a essentiellement profité au tertiaire mais également à la construction. De leur côté, les effectifs de l'industrie (et de l'agriculture) ont reculé par rapport au 4^e trimestre 2019, principalement en raison des **difficultés de la filière aéronautique**. Du côté des offres d'emploi, la reprise économique est également bien présente avec un nombre de recrutements qui a dépassé son niveau d'avant crise dès le 2^e trimestre 2021.

Le nombre de personnes inscrites à Pôle emploi recule fin 2021 en deçà de son niveau de décembre 2019, alors qu'il avait dépassé au 3^e trimestre 2020 la barre historique des 600 000 demandeurs d'emploi en catégorie A, B et C. **Le taux de chômage passe en dessous de son niveau d'avant crise** : il s'établit à 8,8% de la population active au 4^e trimestre 2021.

Dans une période de forte intensité d'embauches, **les tensions de recrutement apparaissent plus marquées dans certains secteurs d'activité** (industrie, construction). Dans le même temps, une part des demandeurs d'emploi, souvent les plus fragiles, reste durablement éloignée du marché du travail. Ces publics souffrent souvent d'un manque de qualifications ou encore de freins périphériques à l'embauche (santé, mobilité, « illectronisme »). C'est dans ce contexte que s'inscrit le **plan gouvernemental de réduction des tensions de recrutement**. Pôle emploi accompagne dans ce cadre les entreprises qui rencontrent des difficultés de recrutement, pour analyser leurs besoins en compétences et facilite les transitions professionnelles des demandeurs d'emploi qui en ont le plus besoin (de longue et de très longue durées) vers les métiers qui recrutent.

Ce diagnostic, disponible au niveau de la région mais également pour les 13 départements et les 44 bassins d'emploi qui la composent, apporte un éclairage à l'échelle locale sur le marché du travail.



REPÈRES

DÉPARTEMENT DU GARD



317 900

actifs (15-64 ans) en 2018

Évolution annuelle
moyenne des actifs
entre 2013 et 2018
-0,0%
+0,5% en Occitanie

745 500

habitants en 2018

127 habitants par km²

10,2%

taux de chômage au 4e trimestre 2021

8,8% en Occitanie

DÉMOGRAPHIE POPULATION ACTIVE

32%

d'établissements recruteurs en 2022

33% Occitanie

19 900

établissements avec au moins un salarié en 2020

142 900

salariés du privé en 2020

-0,3% sur un an
-1,6% en Occitanie

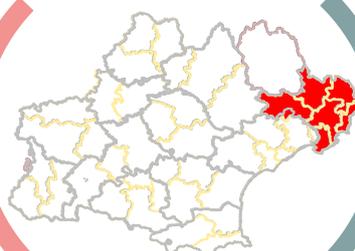
RECRUTEMENTS

32 200

intentions d'embauche en 2022

54% projets jugés difficiles

49% projets liés à une activité saisonnière



EMPLOI

DEMANDE D'EMPLOI

49 300

demandeurs d'emploi en cat. A à fin décembre 2021

-10,3% sur un an
-12,4% en Occitanie

76 400

demandeurs d'emploi en cat. ABC à fin décembre 2021

-5,7% sur un an
-5,9% en Occitanie

3,6 mds d'euros

versés par Pôle emploi en Occitanie en 2021

1 160 €

montant mensuel moyen d'indemnisation

42 800

personnes indemnisées à fin déc 2021

16 mois

durée moyenne d'indemnisation

EMPLOI SALARIÉ

De 2015 à 2020, une progression moins dynamique qu'au niveau régional

+3,5% sur cinq ans
4 790 emplois de plus

En Occitanie, le nombre de salariés progresse de 6,2%

En 2020 :

-0,3% sur un an
400 emplois de moins

En Occitanie, le nombre de salariés diminue de 1,6%



En 2020, la crise sanitaire liée à la pandémie de Covid-19 est venue percuter l'économie, interrompant la bonne dynamique de l'emploi régional. Néanmoins, l'économie départementale enregistre au 3e trimestre 2021 une progression sur un an de 2,7% de l'emploi total (source Insee).*

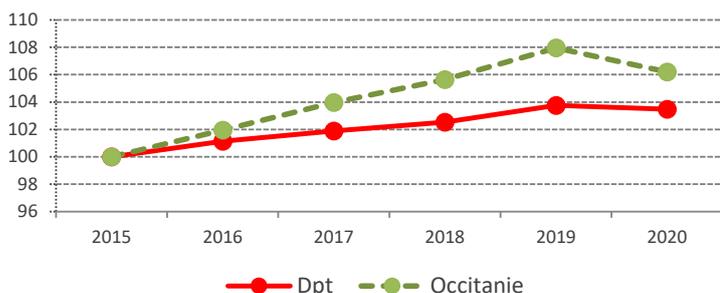
*Afin de permettre une déclinaison des résultats par bassin d'emploi et dans un souci d'homogénéité des données entre les différentes déclinaisons territoriales du document, le choix a été fait de retenir pour cette publication l'emploi salarié annuel 2020 de l'Acoss.

EN SAVOIR +

Observatoire régional de l'emploi en Occitanie
Consultez nos fiches
Emploi salarié en 2020

ÉVOLUTION ANNUELLE DE L'EMPLOI SALARIÉ

Base 100 en 2015



(1) Source Acoss - DADS 2016

(2) Source Insee - Emploi total 2018

(3) Source Insee - Données brutes sur le département

Repères clés

19 900 établissements avec au moins un salarié

142 900 salariés en 2020

25% des salariés dans les établissements de moins de 10 salariés⁽¹⁾

3,6% des emplois dans l'agriculture⁽²⁾ contre 3,8% en Occitanie

25% des emplois salariés à temps partiel⁽¹⁾

283 défaillances d'entreprises déc.2020 à nov.2021⁽³⁾

11 044 créations d'entreprises en 2021⁽³⁾

dont 8 125 entreprises individuelles (y.c. autoentrepreneurs)

Les évolutions de l'emploi salarié par secteur d'activité

L'industrie, la construction et le commerce enregistrent une évolution positive. Dans le même temps, les services perdent des emplois (-1,1%).

ÉVOLUTION ANNUELLE DE L'EMPLOI PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ EN 2020

	Dpt	Occitanie
Industrie	+0,1 %	-1,7 %
Construction	+0,2 %	+2,2 %
Commerce	+1,2 %	+0,5 %
Services	-1,1 %	-2,8 %

Activités

qui évoluent le plus (sur 5 ans)

Industries alimentaires : +920 (+27,9%)

Entreposage : +850 (+49,1%)

Activités liées à l'emploi : +600 (+16,1%)

qui évoluent le moins (sur 5 ans)

Activités de poste et de courrier : -490 (-22,5%)

Métallurgie : -450 (-21,1%)

Activités des organisations associatives : -350 (-13,4%)

Les spécificités structurelles du territoire

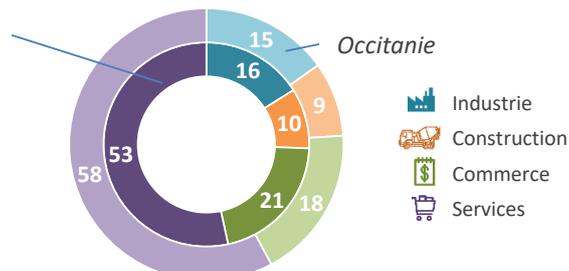
La répartition sectorielle de l'emploi salarié se distingue de celle de la région sur l'importance du commerce.

Au sein de l'industrie, le secteur des industries extractives (énergie, eau) constitue une spécificité du territoire. Sa représentation dans le tissu local est 1,6 fois plus élevée que dans les autres territoires en 2020 selon l'indice de spécificité modifié.

Les secteurs ont été sélectionnés à partir de l'indice de spécificité modifié (cf définition Insee). Le secteur n'est pas affiché lorsque les effectifs salariés du territoire sont inférieurs à 100 en 2020.

RÉPARTITION DE L'EMPLOI PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ EN % EN 2020

Gard



Secteurs (NAF17)	Effectifs 2020	Part dans le territoire	Part en région
Industries extractives	4 130	2,9%	1,9%
Fab. d'autres produits industriels	11 526	8,1%	5,6%
Fab. de denrées alim.	5 372	3,8%	2,7%
Commerce	30 003	21,0%	18,2%
Construction	13 659	9,6%	8,9%

Source : Acoss / traitement Pôle emploi

Alors que la majorité des salariés sont en contrat à durée indéterminée, la plupart des déclarations préalables à l'embauche (DPAE) sont de courtes durées

83 % des salariés sont en contrat à durée indéterminée(*)

63% des DPAE s'effectuent via des contrats courts()**

Sources : * Insee (DADS 2015)

**Acoos (DPAE)

“ Les contrats de courte durée peuvent néanmoins constituer une première étape pour accéder à l'emploi et finalement être suivis d'un contrat durable.

La part des embauches en contrats durables (CDD>6 mois et CDI) est plus importante dans la construction (56%) et l'industrie (52%).

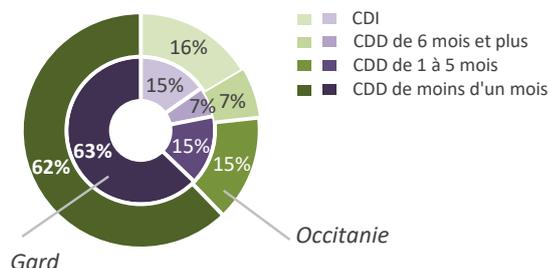
2 153€ par mois

saalaire brut médian dans le Gard en 2017

En Occitanie, ce salaire est de 2 199€ en 2017

Source : Insee (DADS 2017)

RÉPARTITION DES EMBAUCHES SELON LA DURÉE DES CONTRATS (HORS INTÉRIM)
d'octobre 2020 à septembre 2021



Sources : Acoos / Pôle emploi

La part des salariés à temps complet ayant bénéficié d'une revalorisation du Smic au 1er janvier 2021 en France est de 8,4%, soit un montant mensuel brut de 1 555 euros.

L'intérim, un autre vecteur de recrutement

5 600

intérimaires dans le département du Gard à fin octobre 2021

+7,3 % sur un an

En Occitanie, le nombre d'intérimaires progresse de 10,5% sur un an

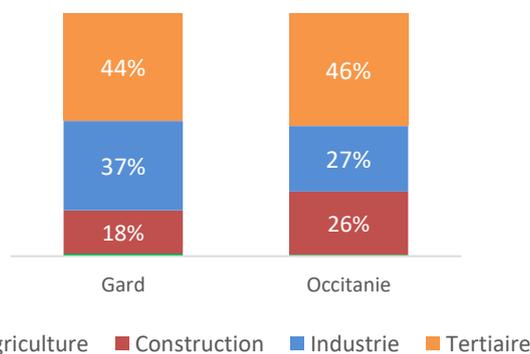
Source : DREETS Occitanie (CVS-CJO)

Dans le Gard, le tertiaire regroupe 44% des missions d'intérim à fin octobre 2021, part inférieure de 2 points à celle de la région. L'industrie gardoise rassemble 37% des intérimaires (+10 pts par rapport à la région).

Sur le département du Gard, les contrats intérimaires représentent 12% des offres enregistrées par Pôle emploi, une part inférieure à celle de la région Occitanie (14%). C'est dans le domaine professionnel de la construction BTP que le recours à l'intérim est le plus important (35%).

“ Véritable indicateur avancé de l'emploi, l'intérim constitue une variable d'ajustement de la main-d'oeuvre pour les entreprises, que ce soit en période de ralentissement suite à la crise sanitaire COVID-19 ou de reprise économique.

RÉPARTITION DES MISSIONS D'INTÉRIM PAR SECTEUR
À FIN OCTOBRE 2021



SECTEURS OÙ LA PART DES CONTRATS INTÉRIMAIRES AU SEIN DES OFFRES D'EMPLOI EST LA PLUS IMPORTANTE

Construction, BTP	35%
Transport et logistique	27%
Industrie	26%
Arts et Façonnage d'ouvrages d'art	15%
Installation et maintenance	15%

Source : Pôle emploi STMT

“ Dans le département du Gard, la part des femmes au sein de l'intérim est minoritaire (23%) quel que soit le secteur. Avec 3%, elle est la plus faible dans la construction.

OFFRES D'EMPLOI COLLECTÉES À PÔLE EMPLOI

Au mois de mars 2020, l'économie régionale a été frappée de plein fouet par la crise sanitaire et le confinement. Cela a eu un impact important sur le recrutement des entreprises mais depuis la situation s'est nettement améliorée sur la plupart des territoires de la région.

En cumul sur les 12 derniers mois, le nombre d'offres progresse par rapport au niveau d'avant crise

Repères clés

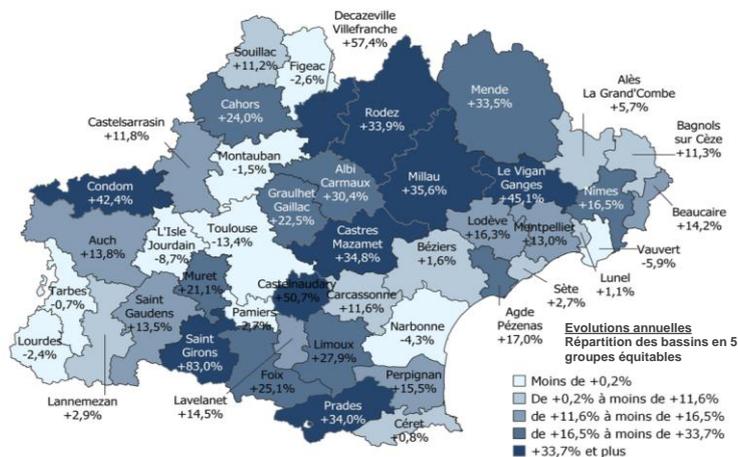
- 32 800** offres d'emploi collectées en 2021
- +12%** évolution cumulée par rapport à l'année 2019
En Occitanie, le nombre d'offres d'emploi augmente de 5%
- 3 610** offres d'emploi collectées de plus sur la période par rapport à l'année 2019
En Occitanie, 15 200 offres d'emploi de plus
- +37%** évolution cumulée sur un an
+44% en Occitanie

HISTORIQUE DES OFFRES D'EMPLOI DEPUIS 2019



Pour la quasi-totalité des bassins, le nombre de recrutements progresse

ÉVOLUTION DES OFFRES D'EMPLOI PAR BASSIN D'EMPLOI SUR DEUX ANS (2021 vs 2019)



Fin 2021, le nombre d'offres d'emploi collectées progresse fortement en comparaison avec le niveau d'avant crise sur la plupart des bassins d'emploi. Les évolutions s'échelonnent ainsi de -13,4% pour le bassin de Toulouse à +83,0% pour celui de Saint-Girons.

Avec une progression de 12,4% sur deux ans du nombre d'offres d'emploi, le Gard fait partie des départements qui se sont relevés de la crise sanitaire.

EN SAVOIR +

Observatoire régional de l'emploi en Occitanie
Consultez le document
DIAG' territorial - crise sanitaire

Des évolutions contrastées selon les secteurs d'activité

ÉVOLUTION DES OFFRES D'EMPLOI PAR SECTEURS D'ACTIVITÉ PAR RAPPORT À 2019

Secteur d'activité	Nombre d'offres	Évolutions annuelles	
		absolues	relatives
Adm. publique, enseignement, santé humaine et action sociale	7 790	+2 520	+47,7%
Commerce; réparation d'automobiles et de motocycles	5 370	+800	+17,4%
Construction	1 500	+240	+18,8%
Information et communication	670	+200	+42,1%
Autres activités de services	1 690	+180	+11,7%
Transport et entreposage	800	+170	+26,9%
Fabrication d'autres produits industriels	690	+160	+28,9%
Fabrications denrées alimentaires, boissons, produits à base de tabac	680	+130	+22,6%
Hébergement et restauration	2 950	+100	+3,5%
Fabrication de matériels de transport	70	+20	+34,6%
Fab. d'équip. électriques, électroniques, informatiques; fab. de machines	90	+10	+15,6%
Industries extractives, énergie, eau, gestion des déchets et dépollution	180	+10	+5,4%
Activités immobilières	180	-20	-10,6%
Activ. Scientif. et techniq.; serv. administratifs et de soutien (dont intérim)	9 230	-30	-0,3%
Activités financières et d'assurance	210	-250	-53,8%

Seuls les secteurs d'activité qui enregistrent plus de 10 offres d'emploi sur l'année sont représentés. L'évolution relative n'est pas mentionnée lorsque le nombre d'offres en 2021 est inférieur à 50.

Source : nombre d'offres collectées par Pôle emploi, données brutes, en cumul en 2021

Des attentes diversifiées des recruteurs

Les employeurs ont des problématiques de recrutement différentes selon les domaines professionnels. L'analyse de ces dernières s'opèrent par territoire afin de prendre en compte les spécificités locales.

Domaines professionnels	Nombre d'offres	% Contrats durables	% Contrats tps partiel
Services à la personne et à la collectivité	7 260	63%	27%
Commerce, vente et grande distribution	4 460	64%	1%
Hôtellerie-restauration, loisirs et animation	4 010	48%	4%
Construction	3 510	51%	1%
Transport et logistique	2 740	47%	2%
Santé	2 650	58%	6%
Support à l'entreprise	2 430	59%	2%
Industrie	2 160	59%	1%
Installation et maintenance	1 860	62%	1%
Agriculture	1 130	29%	3%
Autres	550	59%	1%
Ensemble	32 760	56%	8%

Source : nombre d'offres collectées par Pôle emploi, en cumul en 2021

Repères clés

44 % des offres d'emploi sont des CDD < à 6 mois
En Occitanie, cette part est de 43%

8% des contrats de travail proposés sont à temps partiel (<20 heures)

En Occitanie, cette part est de 7%

La rubrique "Autres" comptabilise les offres des domaines suivants : Arts, façonnage d'ouvrages d'art - Banque, assurance, immobilier - Communication, média et multimédia - Spectacle



Les attentes des entreprises sont différentes selon les domaines professionnels. Les services à la personne proposent ainsi davantage de contrats durables à temps partiel alors que la construction recrute à temps plein sur des contrats courts.

10 métiers concentrent 28% des offres déposées à Pôle emploi

MÉTIERS QUI RECRUTENT LE PLUS EN 2021

Métiers	Offres	% Contrats durables	% Contrats tps partiel
Services domestiques	2 070	73%	23%
Assistance auprès d'adultes	1 130	79%	27%
Personnel de cuisine	950	44%	1%
Magasinage et préparation de commandes	830	39%	2%
Service en restauration	820	46%	2%
Assistance auprès d'enfants	740	77%	73%
Nettoyage de locaux	730	36%	35%
Personnel polyvalent en restauration	630	76%	5%
Vente en habillement et accessoires de la personne	610	57%	1%
Secrétariat	590	43%	3%

Source : nombre d'offres collectées par Pôle emploi, données brutes, en cumul en 2021

Un territoire plus saisonnier et des difficultés moins importantes qu'en région

49% des projets de recrutement sont liés à une activité saisonnière (Enquête BMO 2022)

En Occitanie, cette part est de 41%

54% des projets de recrutement sont jugés difficiles par les employeurs (Enquête BMO 2022)

En Occitanie, cette part est de 56%



L'enquête BMO mesure les intentions de recrutement des employeurs pour l'année à venir et permet d'identifier la nature des contrats proposés, les métiers saisonniers ou encore ceux pour lesquels les employeurs rencontrent des difficultés à recruter. La région Occitanie présente le deuxième taux de projets saisonniers le plus important de France derrière la Corse.

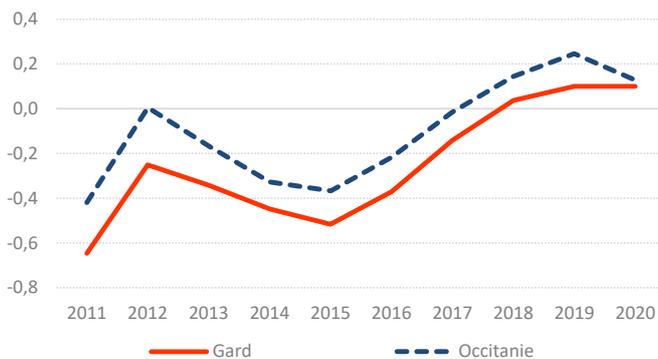
Source : Pôle emploi

ACCOMPAGNER LES RECRUTEMENTS SUR LES MÉTIERS EN TENSION

L'identification des tensions sur les métiers constitue un enjeu majeur en vue d'améliorer l'orientation des demandeurs d'emploi vers des formations ou des métiers en adéquation avec les besoins du marché du travail.

La Dares et Pôle emploi ont élaboré un dispositif de mesure des tensions sur le marché du travail. Cette approche se fonde sur un indicateur composite de tension et six indicateurs complémentaires, permettant chacun d'éclairer les facteurs à l'origine des tensions et d'identifier la pluralité des situations selon les métiers et les territoires. L'indicateur de tension prend en compte pour chaque métier, le niveau des difficultés de recrutement anticipées par les employeurs, les offres rapportées au nombre de demandeurs d'emploi et la facilité qu'ont les demandeurs d'emploi à sortir des listes de Pôle emploi. Ces composantes comptent respectivement pour 50 %, 30 % et 20 % de l'indicateur synthétique. Cette approche permet ainsi de comparer la tension dans les différents bassins d'emploi de la région. Pour plus d'informations sur la méthodologie, se référer à la publication en ligne sur l'observatoire régional de l'emploi (www.observatoire-emploi-occitanie.fr => *Grandes thématiques / Métiers en tension*).

Une évolution contrastée des tensions sur le marché du travail



L'Occitanie, avec une tension de 0,1 en 2020, présente la 3ème tension la moins marquée de France métropolitaine, derrière l'Ile-de-France et les Hauts-de-France.

Sur les départements de la région, les tensions s'échelonnent en 2020 de -0,1 dans les Pyrénées-Orientales à 0,4 dans l'Aveyron.

Depuis 2015, les tensions sur ce territoire ont progressé de 0,6 pt contre une hausse de 0,5 pt sur la région.

Plus spécifiquement, entre 2019 et 2020, les tensions sur le département du Gard sont restées stables et se situent en 2020 à 0,1, au même niveau que la tension moyenne régionale.

Des indicateurs complémentaires pour qualifier les tensions



Tension 'Gard' : 0,1

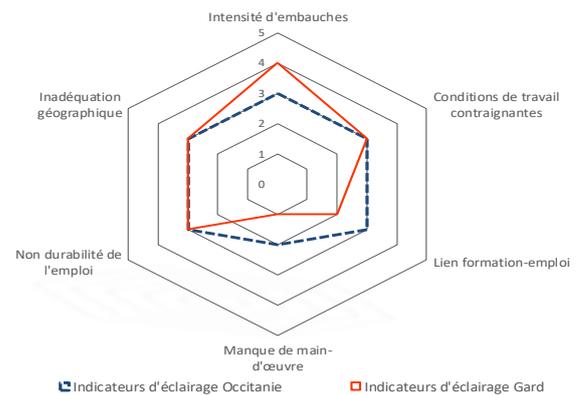
Tension 'Région Occitanie' : 0,1

Les indicateurs complémentaires viennent illustrer les spécificités des territoires et ainsi enrichir la lecture de l'indicateur de tension.

Parmi les indicateurs complémentaires, celui portant sur une forte intensité d'embauche est le plus prégnant sur le territoire.

En Occitanie, aucun indicateur complémentaire ne se démarque particulièrement pour expliciter la tension.

FACTEURS À L'ORIGINE DES TENSIONS EN 2020



Les indicateurs complémentaires sont présentés avec une échelle allant de 1 (faible niveau de tension) à 5 (fort niveau de tension).

Six indicateurs complémentaires pour éclairer les facteurs à l'origine des tensions et identifier la pluralité des situations selon les métiers et les territoires.

► **Intensité d'embauches** : plus les employeurs recrutent, plus ils ont à rechercher des candidats et à réitérer le processus, ce qui joue potentiellement sur les tensions.

► **Manque de main-d'œuvre disponible** : recruter auprès d'un large vivier de demandeurs d'emploi est a priori plus aisé que dans un contexte de pénurie de main-d'œuvre.

► **Non-durabilité de l'emploi** : comme les conditions de travail, les conditions d'emploi interviennent dans l'attractivité du poste à pourvoir ; toutes choses égales par ailleurs, un contrat à durée déterminée ou à temps partiel est moins attractif.

► **Inadéquation géographique** : cet indicateur vise à rendre compte de la dimension spatiale des tensions sur le marché du travail. La main-d'œuvre disponible peut être suffisante au niveau national mais si sa répartition géographique diffère fortement de celle des postes proposés, il peut y avoir des tensions localisées.

► **Lien entre la spécialité de formation et le métier** : un décalage entre les compétences requises par les employeurs et celles dont disposent les personnes en recherche d'emploi peut alimenter les tensions. Indicateur calculé au niveau national.

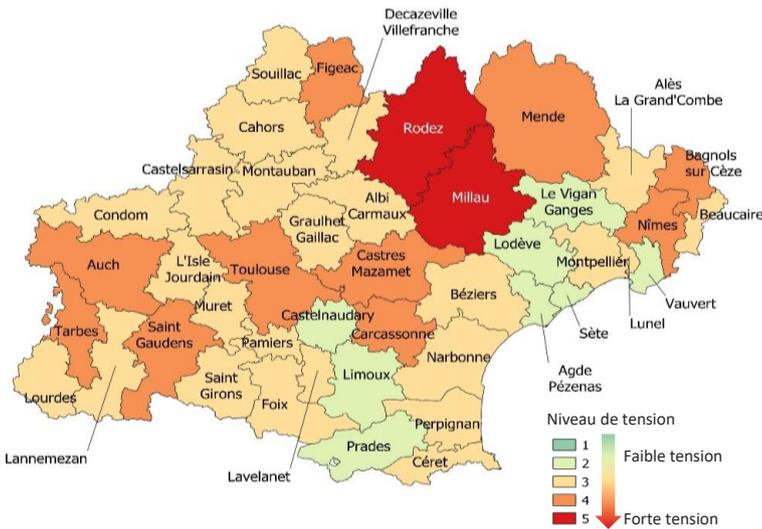
► **Conditions de travail contraignantes** : des conditions de travail contraignantes peuvent rendre les recrutements plus difficiles.

Indicateur décliné au bassin d'emploi

Indicateur calculé par métier au niveau national

Un indicateur de tension hétérogène selon les territoires

CARTOGRAPHIE DE LA TENSION EN OCCITANIE EN 2020



En 2020, comparativement à la France, il y a moins de tension en Occitanie (0,1 contre 0,2) mais ces résultats sont à nuancer selon les bassins d'emploi.

Neuf bassins dont la métropole de Toulouse ont une tension supérieure à la tension nationale. Les tensions les plus fortes s'observent autour de Toulouse et au nord de la région avec notamment Rodez et Millau qui enregistrent les tensions les plus élevées. Les bassins le long de la chaîne pyrénéenne et à l'est de la région enregistrent les tensions les plus faibles.

Le Gard fait partie des départements ayant une tension moyenne.

Des tensions plus marquées sur certains métiers

En 2020 et sur une grande partie des territoires de la région Occitanie, la plupart des métiers les plus en tension recrutent intensément (très forte ou forte intensité d'embauche), avec assez souvent un décalage entre les compétences requises et celles dont disposent les candidats (fort lien formation emploi).

En 2020, sur le département du Gard, la plupart des métiers les plus en tension ont une forte intensité d'embauche et une forte spécificité entre la formation et l'emploi.

TOP DES METIERS EN TENSION : DÉPARTEMENT DU GARD

	Offres d'emploi	Tension	Intensité d'embauches	Manque de main d'œuvre disponible	Non durabilité de l'emploi	Conditions de travail contraignantes (*)	Inadéquation géographique	Lien formation-emploi(*)
F1106 Ingénierie et études du BTP	1 323	2,6	5	5	1	2	3	4
D1403 Relation commerciale auprès de particuliers	587	1,9	5	3	2	2	5	3
I1310 Maintenance mécanique industrielle	42	1,6	2	4	4	4	5	5
I1307 Installation et maintenance télécoms et courants faibles	375	1,6	5	2	2	2	3	4
D1407 Relation technico-commerciale	826	1,5	4	3	1	1	2	2
I1304 Installation et maintenance d'équipements industriels et d'exploitation	561	1,4	5	2	2	2	3	4
J1506 Soins infirmiers généralistes	1 178	1,4	3	5	3	3	1	5
J1303 Assistance médico-technique	346	1,3	5	4	2	4	2	5
D1408 Téléconseil et télévente	93	1,3	5	1	3	3	1	2
H2502 Management et ingénierie de production	244	1,2	3	3	1	1	2	3
H1206 Management et ingénierie études, recherche et développement industriel	726	1,2	4	4	1	1	2	4
H2913 Soudage manuel	138	1,1	4	1	3	5	3	3
M1805 Etudes et développement informatique	563	1,1	5	2	1	1	2	4
H2602 Câblage électrique et électromécanique	52	1,1	3	3	4	4	3	4
F1502 Montage de structures métalliques	77	1,0	3	2	5	5	5	2

(*) Indicateur national
Cumul sur un an des offres déposées à Pôle emploi et des offres des jobs-board. Cet indicateur est à visée illustrative et non pas statistique.

Les métiers sont listés en gris lorsqu'une des composantes de l'indicateur est calculée sur un faible volume. Ils sont donc à prendre avec précaution.

CLÉ DE LECTURE :

En 2020, l'indicateur de tension sur le marché du travail pour le métier ' Ingénierie et études du BTP ' est de 2,6. L'intensité d'embauche y est élevée (5, en rouge). Le manque de main-d'œuvre disponible est marqué (5, en rouge). La forte spécificité entre la formation et l'emploi est importante (4, en orange).

Intensité des indicateurs complémentaires
Faible (1) ————— Forte (5)
Les indicateurs complémentaires sont présentés dans une échelle allant de 1 (faible niveau de tension) à 5 (fort niveau de tension).



Le Gouvernement a souhaité mettre en place un **Plan de réduction des tensions de recrutement** pour accompagner à très court terme les secteurs et les entreprises qui ont des difficultés de recrutement. Six secteurs ont été notamment identifiés : industrie, construction, commerce, transport et logistique, hôtellerie-restauration et santé.

En savoir + sur le plan de réduction des tensions de recrutement

<https://travail-emploi.gouv.fr/actualites/presse/dossiers-de-presse/article/dossier-de-presse-plan-de-reduction-des-tensions-de-recrutement>

34% des demandeurs d'emploi ont au moins un frein périphérique à l'emploi

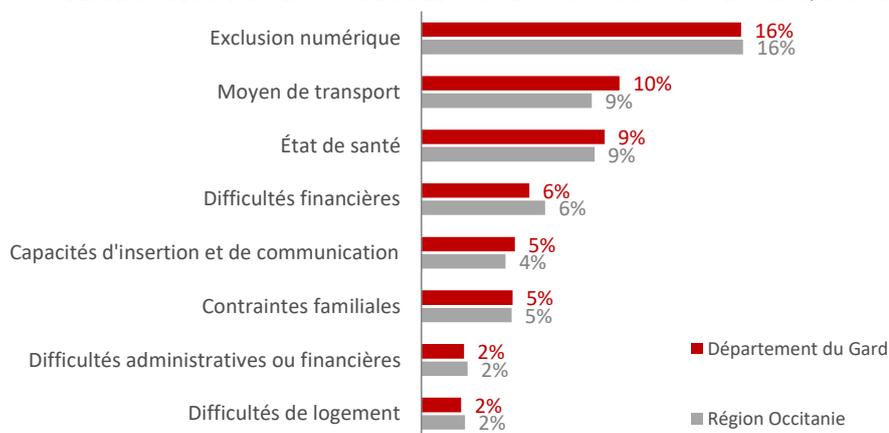
Les freins périphériques à l'emploi sont des contraintes de différentes natures touchant les demandeurs d'emploi. Ils traduisent les **difficultés non professionnelles entravant le retour à l'emploi**. Ces freins sont identifiés conjointement par le conseiller Pôle emploi et le demandeur d'emploi lors du diagnostic réalisé au moment de l'inscription.

Huit types de difficultés sont identifiés : l'exclusion numérique, les difficultés financières, les difficultés liées au moyen de transport, à l'état de santé, à la capacité d'insertion et de communication, aux contraintes familiales, au logement ou encore aux difficultés administratives ou juridiques.

34% des demandeurs d'emploi inscrits en catégorie A, B, C à fin décembre 2021 sur ce territoire ont au moins un frein contre 33% en région Occitanie.

Le principal frein périphérique évoqué par les demandeurs d'emploi sur le département du Gard est l'exclusion numérique

PART DES DEMANDEURS D'EMPLOI À FIN DÉC. 2021 AYANT EU AU MOINS UN FREIN PÉRIPHÉRIQUE AU SEIN DES DEMANDEURS D'EMPLOI CAT. ABC



NB : les données sur les freins sont issues de déclarations des demandeurs d'emploi lors de leur entretien avec leur conseiller (les freins sont cumulables). De ce fait, les proportions affichées peuvent être sous-évaluées.

Elles concernent néanmoins 26 027 demandeurs d'emploi en catégorie A,B,C sur le département du Gard et permettent une comparaison avec l'ensemble de la population.

Le premier frein périphérique le plus fréquemment cité par les demandeurs d'emploi du département du Gard concerne l'exclusion numérique. Les freins numériques désignent l'illettrisme numérique, à savoir la difficulté que peuvent rencontrer certaines personnes à se servir d'un ordinateur ou à faire une recherche sur internet. Ces freins peuvent handicaper une recherche d'emploi qui s'effectue de plus en plus sur les sites dédiés et les réseaux sociaux.

Le second frein périphérique le plus fréquemment mentionné concerne le transport. De fait, il apparaît que la question de la mobilité géographique et l'accès au permis de conduire ainsi qu'aux transports en commun constituent des enjeux importants pour l'insertion des demandeurs d'emploi.

Lever les freins périphériques des demandeurs d'emploi

- Afin de **résoudre l'exclusion numérique**, Pôle emploi s'appuie notamment sur l'outil « **Pix** » qui vise à mesurer l'agilité digitale des demandeurs d'emploi. Il permet d'identifier leurs besoins sur le numérique et de leur proposer des solutions immédiates et adaptées mobilisant les services de Pôle emploi ou ses partenaires.
- Pour **accompagner la mobilité des demandeurs d'emploi**, Pôle emploi a versé **5 863 aides à la mobilité en 2021 en Occitanie**. Ces mesures, d'un montant de **2,1 millions d'euros** dans la région, comprennent les aides à la recherche d'emploi, à la reprise d'emploi, à la Garde d'Enfants pour Parents Isolés (AGEPI) ainsi que les aides au permis de conduire. Pôle emploi Occitanie propose également une **prestation mobilité** qui s'adresse à des demandeurs ou repreneurs d'emploi dont les difficultés de mobilité sont un frein à l'insertion professionnelle.
- Pôle emploi mène également des actions pour **lutter contre les problèmes de santé et le handicap**, à travers son rapprochement avec les 13 Cap emploi de la région Occitanie. Ce dernier doit permettre un service élargi afin de gagner en lisibilité et facilité d'accès tant pour les demandeurs d'emploi que pour les employeurs.
- Pour **lutter contre les contraintes liées à l'insertion et la communication** (illettrisme, analphabétisme), Pôle emploi ainsi que ses partenaires comme le Conseil Régional et les Centres de Ressources Illettrisme Analphabétisme (CRIA) permettent aux publics les plus fragilisés d'accéder à des formations «FLE» (Français Langue Étrangère) pour les nouveaux arrivants en France qui souhaitent apprendre le français.
- Les demandeurs d'emploi rencontrant des **difficultés professionnelles et sociales** (santé, logement, mobilité,...) peuvent bénéficier d'un **accompagnement global**, mobilisant à la fois un conseiller Pôle emploi et un travailleur social départemental. Cet accompagnement est renforcé dans le cadre du **Plan Pauvreté**. Dans ce contexte, la "Garantie d'activité" est destinée à 300 000 demandeurs d'emploi par an en suivi global, à l'échelle nationale et à l'horizon de 2022. En Occitanie, ce sont **5 050 demandeurs d'emploi** en catégorie A, B et C qui sont dans cet accompagnement à fin décembre 2021.

La formation, vecteur de développement des compétences

La région figure au 4e rang des régions en termes d'entrées en formation. Ce sont 16 470 formations qui ont été dispensées en 2021 dans le département du Gard. L'année 2021 a été marquée par le fort développement des formations du Compte Personnel de Formation (CPF). Mis en place fin 2019, ce dispositif permet aux demandeurs d'emploi de mobiliser leur CPF de manière autonome pour financer directement leur formation (via leur application "Mon Compte Formation"). Ces formations ont ainsi tiré à la hausse le volume des entrées en formation sur l'année 2021 (+37,8% par rapport à 2020, soit 4 520 places supplémentaires) et représentent désormais 41% des formations financées. Le Conseil Régional et Pôle emploi financent quant à eux respectivement 30% et 25% des formations dédiées aux demandeurs d'emploi en 2021.

Sur la région, ce sont près de 5 840 entrées en POE et 6 390 en AFPR qui ont été observées en cumulé en 2021 avec des taux de retour à l'emploi importants à fin mai 2021 (>80%) et ce même pour les demandeurs d'emploi de longue durée.

Afin d'adapter les compétences du demandeur d'emploi à celles attendues par les employeurs, Pôle emploi met en oeuvre des mesures d'adaptation à l'emploi comme l'Action de Formation Préalable au Recrutement (AFPR) et la Préparation Opérationnelle à l'Emploi (POE).

L'approche par compétence pour mieux accompagner les transitions professionnelles et accélérer le retour à l'emploi (données nationales)

37% des demandeurs d'emploi changent de métier après une période de chômage.

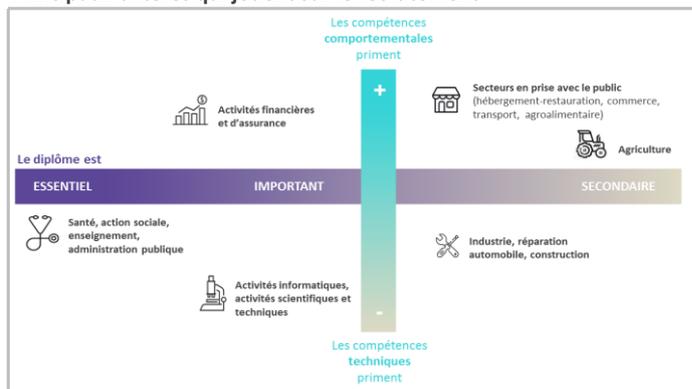
(Pôle emploi - Études et recherches n°9 - Janvier 2017)

60% des employeurs déclarent que les compétences comportementales sont plus importantes que les compétences techniques.

(Pôle emploi - Éclairages et synthèses n°42 - Mars 2018)

Pôle emploi encourage l'acquisition de compétences dans le monde de l'entreprise via des contrats de professionnalisation (avec 8 800 contrats dont 4 610 destinés aux jeunes de moins de 26 ans dans la région en 2021) ou encore d'apprentissage pour les publics les plus jeunes (62 670 contrats d'apprentissage en Occitanie en 2021). De plus, et ce, depuis le 1er mars 2022, Pôle emploi accompagne les jeunes sans emploi ni formation via le Contrat d'Engagement Jeune avec comme objectif l'insertion professionnelle durable pour le demandeur d'emploi.

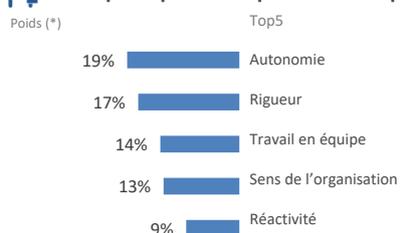
Principaux critères qui jouent sur le recrutement



Le diplôme est souvent utilisé pour une 1^{ère} sélection de candidats, mais il est rarement le critère du choix final.

L'expérience dans un poste similaire et les compétences comportementales constituent les critères du choix final du candidat.

Les 5 principales compétences comportementales sur le département



Top 3 des métiers pour lesquels la compétence est la plus souvent citée dans les offres

Services domestiques / Assistance auprès d'adultes / Nettoyage de locaux
 Assistance auprès d'adultes / Services domestiques / Nettoyage de locaux
 Personnel de cuisine / Soins infirmiers généralistes / Personnel polyvalent en restauration
 Services domestiques / Assistance médico-technique / Secrétariat
 Services domestiques / Personnel polyvalent en restauration / Personnel de cuisine

Les 5 principales compétences techniques sur le département



Top 3 des métiers pour lesquels la compétence est la plus souvent citée dans les offres

Services domestiques / Nettoyage de locaux / Personnel polyvalent en restauration
 Services domestiques / Assistance auprès d'adultes / Nettoyage de locaux
 Services domestiques / Management de magasin de détail / Pharmacie
 Vente en habillement et accessoires de la personne / Secrétariat / Vente en alimentation
 Services domestiques / Assistance auprès d'adultes /

(*) poids des compétences selon les offres d'emploi enregistrées de janvier à décembre 2021

Source : Pôle emploi

MAIN D'ŒUVRE DISPONIBLE

La croissance démographique progresse sur les cinq dernières années

745 500 habitants en 2018

+0,3% habitants en moyenne annuelle entre 2013 et 2018

2 451 habitants supplémentaires chaque année

+0,2% solde migratoire

+0,1% solde naturel

En Occitanie, sur cette même période, la population augmente en moyenne tous les ans de 0,7%. Le solde migratoire progresse de 0,6% et le solde naturel augmente de 0,1%.

“ L'Occitanie est la 2^{ème} région de France en terme de croissance démographique en raison d'un solde migratoire important. Par exemple, les personnes peuvent venir en opportunité pour un emploi ou bien pour accompagner un conjoint et rechercher un emploi. La région présente le 2^{ème} taux de chômage le plus élevé après les Hauts-de-France.

Le nombre d'actifs reste stable dans le département

317 900 actifs (15-64 ans) en 2018

-0,0% actifs de 15-64 ans en moyenne annuelle entre 2013 et 2018

90 actifs de moins chaque année

Le taux de chômage se situe au dessus de la moyenne régionale et baisse sur un an

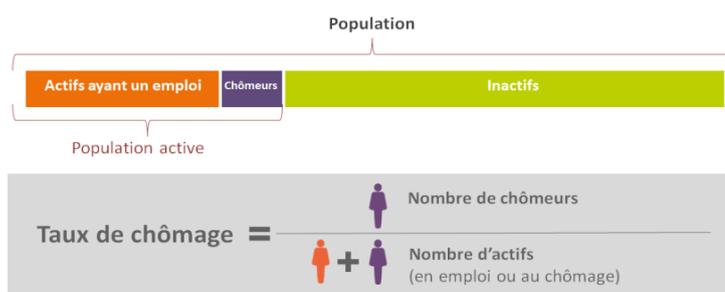
Avec 10,2% de la population active au chômage au 4^e trimestre 2021, le département du Gard affiche un taux de chômage supérieur au taux régional (8,8%). Ce taux est en recul de 0,5 point(s) sur un an.

TAUX DE CHÔMAGE AU 4^E TRIMESTRE 2021



Évolution annuelle en points

-0,6 pt(s) -0,6 pt(s) -0,5 pt(s)



Le taux de chômage est le pourcentage de chômeurs dans la population active et se base sur un sondage trimestriel de l'Insee.

Le nombre de demandeurs d'emploi (issus du fichier administratif de Pôle emploi) diffère du nombre de chômeurs. Ces deux indicateurs ne sont pas comptabilisés de la même manière et traduisent des situations différentes. La catégorie A (demandeurs d'emploi sans activité réduite) est celle qui se rapproche le plus de la définition de l'Insee.

La durée prévisible de chômage demeure importante

349 jours

Durée moyenne durant laquelle un demandeur d'emploi resterait inscrit à Pôle emploi si la conjoncture économique du 3^e trimestre 2021 se maintenait (moyenne régionale : 335 jours).

Fin 2019, cet indicateur se situait à 385 jours.

EN SAVOIR +

Observatoire régional de l'emploi en Occitanie
Consultez nos publications

Point de conjoncture

La demande d'emploi recule au dernier trimestre 2021

Au niveau régional, l'année 2021 est marquée par le recul du nombre de demandeurs d'emploi suite à une période de fortes augmentations (tout particulièrement pour la catégorie A).

À fin décembre 2021 :

76 400 demandeurs d'emploi en cat. ABC

49 300 sont inscrits en cat. A

Évolution annuelle :

-5,7% pour les cat. ABC

-10,3% pour la cat. A

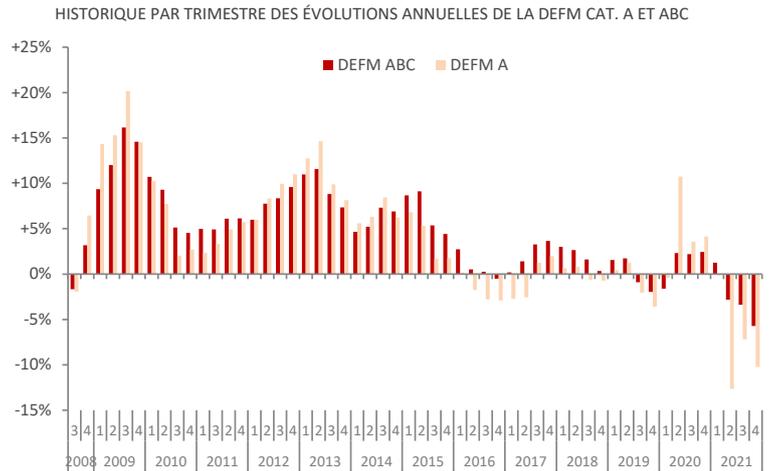
En Occitanie, le nombre de demandeurs d'emploi diminue de 5,9% en catégorie ABC et baisse de 12,4% en catégorie A.

35% des demandeurs d'emploi sont inscrits à Pôle emploi tout en ayant une activité réduite (cat. BC)

En Occitanie, ce taux s'élève à 40%

Catégorie A : Demandeurs d'emploi en recherche active, disponibles et sans emploi

Catégories B et C : Demandeurs d'emploi en recherche active, disponibles et ayant exercé une activité réduite

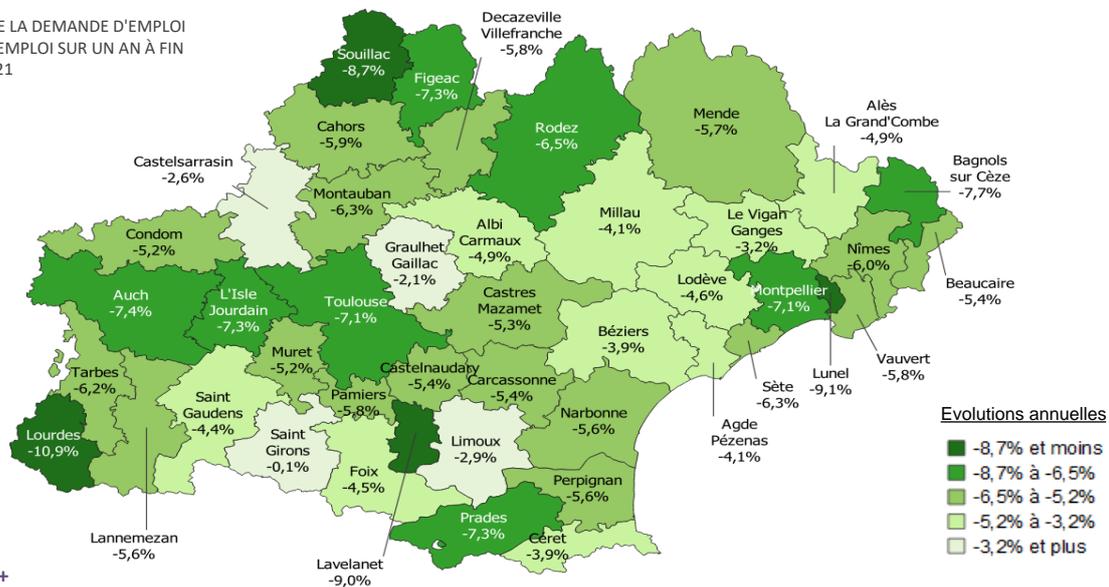


À partir du premier trimestre 2021, la région Occitanie repasse sous la barre des 600 000 demandeurs et récupère en fin d'année 2021, pour la première fois depuis le début de la crise, son niveau de 2019.

Une tendance globale à la baisse des évolutions de la demande d'emploi sur un an

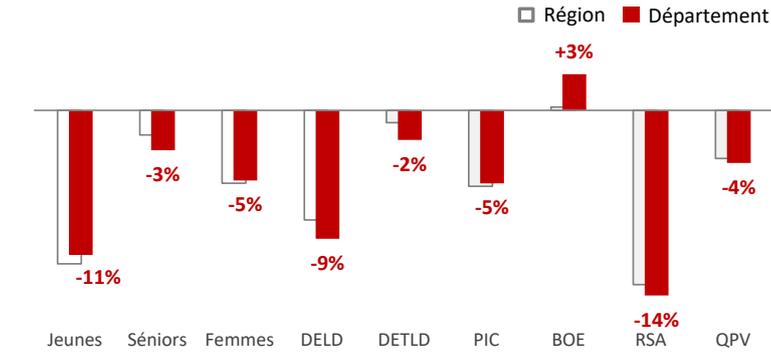
L'ensemble des bassins d'emploi enregistre un recul sur un an de la demande d'emploi, même si cela n'est pas de la même ampleur d'un bassin à l'autre. Les baisses du nombre de demandeurs d'emploi en catégorie ABC sur un an sont les moins importantes sur les bassins d'emploi de Saint-Girons (-0,1%), de Graulhet Gaillac (-2,1%) et de Castelsarrasin (-2,6%). Après avoir été particulièrement touché par la crise sanitaire, le bassin de Lourdes continue quant à lui d'enregistrer une réduction notable de sa demande d'emploi (-10,9%). Il ne récupère cependant toujours pas son niveau d'avant crise contrairement à la région qui revient à un niveau inégalé depuis mi-2019 (569 120 demandeurs d'emploi).

ÉVOLUTION DE LA DEMANDE D'EMPLOI PAR BASSIN D'EMPLOI SUR UN AN À FIN DÉCEMBRE 2021



Un retrait global des publics au sein de la demande d'emploi

ÉVOLUTION ANNUELLE DES PUBLICS SPÉCIFIQUES DANS LA DEFM ABC À FIN DÉCEMBRE 2021



Les bénéficiaires de l'obligation d'emploi (+2,7% sur un an) et les demandeurs d'emploi de très longue durée (-2,2%) figurent parmi les publics bénéficiant le moins de la reprise économique.

Les demandeurs d'emploi résidant en QPV sont surreprésentés dans le département. Ils représentent 17% de la demande d'emploi sur le territoire contre 11% pour la région.

PART DES PUBLICS SPÉCIFIQUES

12%	30%	51%	51%	32%	58%	8%	18%	17%
12%	28%	52%	49%	30%	52%	9%	15%	11%

BOE : Bénéficiaires de l'Obligation d'Emploi

DELD : Demandeurs d'Emploi de Longue Durée inscrits depuis plus d'un an

DETLD : Demandeurs d'Emploi de Très Longue Durée inscrits depuis plus de 2 ans

PIC : Non qualifiés (Définition PIC : niveau de formation inférieur au Bac ou égal au Bac sans diplôme obtenu)

Jeunes : Moins de 25 ans

Séniors : 50 ans et plus

RSA : Bénéficiaires du Revenu de Solidarité Active

QPV : Quartiers Prioritaires de la Ville

Un plan spécifique et massif pour les demandeurs d'emploi de longue durée

Dans le cadre de son **Plan de réduction des tensions de recrutement**, le Gouvernement a déployé un volet spécifique et massif pour les demandeurs d'emploi ayant 12 mois sans activité réduite au cours des 15 derniers mois. Ce plan comporte deux volets :

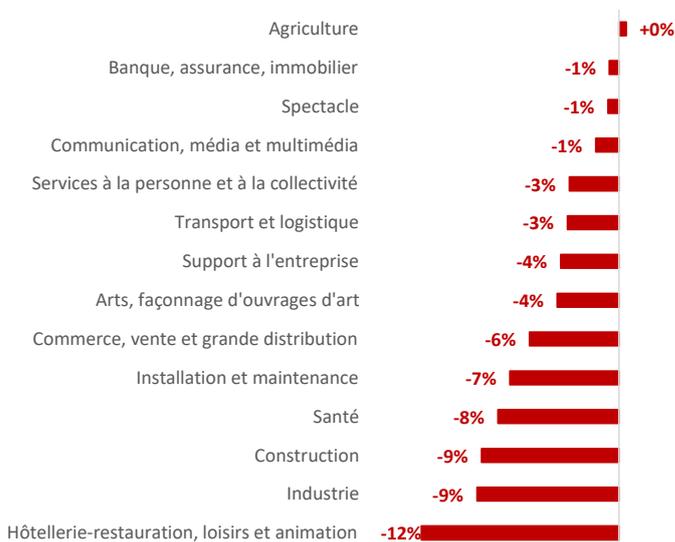
- la remobilisation des demandeurs d'emploi de longue durée grâce à un **diagnostic personnalisé** et un plan d'actions qui prend en compte l'ensemble des difficultés de la personne : sociales, santé et professionnelles. Ce plan s'appuie sur une offre de services enrichie. Des actions de remise en dynamique professionnelle seront ainsi proposées aux inscrits de plus d'un an et un « parcours de remobilisation » plus intensif sera proposé aux demandeurs d'emploi de très longue durée (inactifs depuis plus de deux ans).

- Une aide à l'embauche **en contrat de professionnalisation** pour les demandeurs d'emploi de longue durée sera également accordée aux entreprises. Il s'agit là d'assurer un accès à l'emploi aux demandeurs d'emploi concernés, en leur fournissant le statut de salarié, une intégration plus immédiate dans l'entreprise, ainsi qu'une qualification professionnelle reconnue.

En Occitanie, le public ciblé par ces mesures comprend **146 330** demandeurs d'emploi inscrits fin août 2021 sans activité réduite pendant 12 mois au cours des 15 derniers mois. Parmi eux, **72 070** sont des demandeurs d'emploi de très longue durée (moins de 24 mois sans activité réduite au cours des 27 derniers mois).

Une baisse de la demande d'emploi dans la plupart des familles professionnelles

ÉVOLUTION ANNUELLE DU NOMBRE DE DEMANDEURS D'EMPLOI PAR DOMAINE DE MÉTIERS RECHERCHÉS À FIN DÉCEMBRE 2021



Les métiers de l'agriculture profitent le moins de la reprise économique. Ils accusent une hausse de 0,5% soit 30 demandeurs d'emploi supplémentaires sur un an.

Viennent ensuite les métiers de la banque, assurance, immobilier (-1%) et les métiers du spectacle (-1%).

À l'opposé, les métiers de l'hôtellerie-restauration, loisirs et animation (-12%) et ceux de l'industrie (-9%) tirent parti des effets de l'amélioration de la situation économique du territoire et voient leur nombre de demandeurs d'emploi reculer.

EN SAVOIR +

Observatoire régional de l'emploi en Occitanie

Consultez notre publication

DIAG' territorial - crise sanitaire

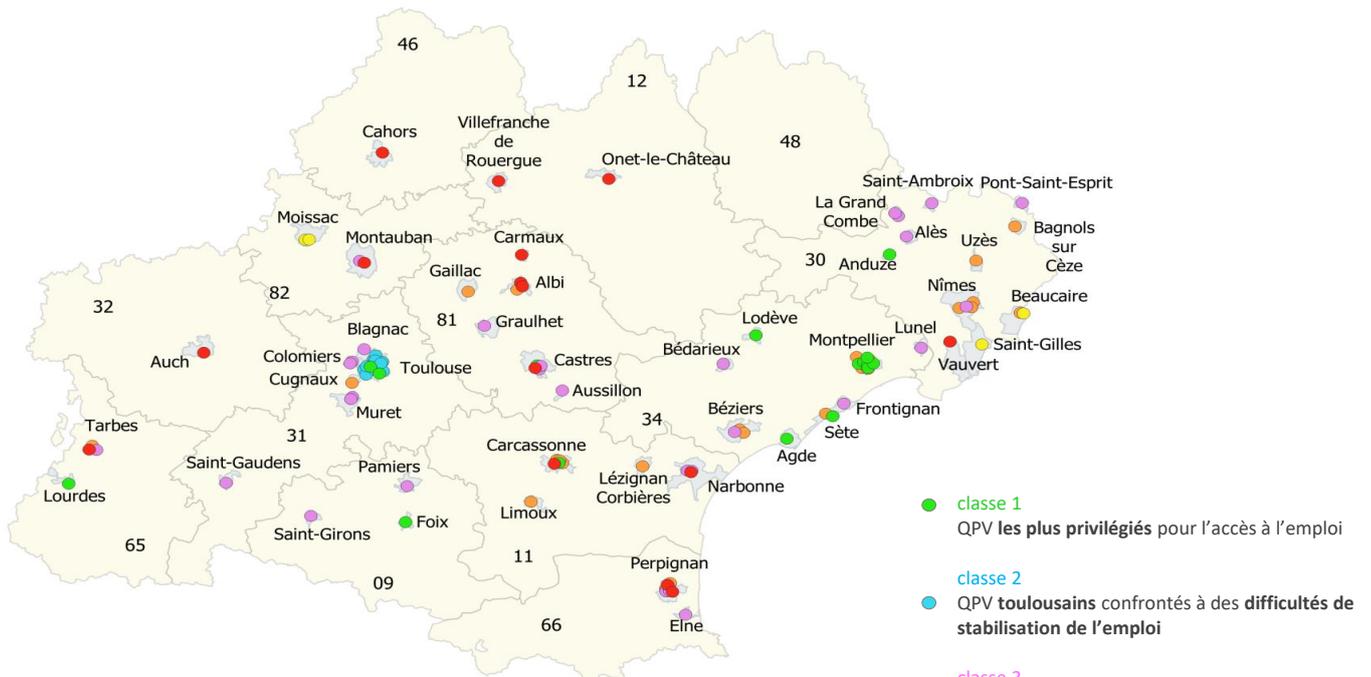
LES DEMANDEURS D'EMPLOI EN QPV (Quartier Prioritaire de la Ville)

Des problématiques d'accès à l'emploi hétérogènes selon les QPV

En comparaison avec l'ensemble des demandeurs d'emploi de la région, les demandeurs d'emploi en QPV ont un taux d'accès à l'emploi plus faible, des niveaux de formation et de qualification moins élevés et déclarent davantage de freins périphériques à l'emploi. Une classification est réalisée parmi les 105 QPV de la région, afin de mettre en relief ces difficultés selon les quartiers et d'identifier les profils de demandeurs d'emploi associés. Elle s'appuie essentiellement sur les variables liées aux problématiques d'accès à l'emploi. Six groupes de QPV sont ainsi mis en évidence, traduisant une situation hétérogène dans ces quartiers.

À fin décembre 2021, le département comptabilise 12 871 demandeurs d'emploi résidant dans les QPV (en baisse de 3,9% sur un an). Ces demandeurs d'emploi sont répartis dans 18 QPV, appartenant à 5 classes.

Carte des 6 catégories de quartiers prioritaires de la ville en Occitanie



DÉPARTEMENT DU GARD

18 QPV

- classe 1 Anduze (CENTRE VILLE)
- classe 3 Alès (CAUVEL - LA ROYALE - ROCHEBELLE)
- classe 3 Nîmes (RICHELIEU)
- classe 3 Pont-Saint-Esprit (CENTRE VILLE)
- classe 3 Saint-Ambroix (L'ECUSSON)
- classe 3 La Grand-Combe (CENTRE VILLE - ARBOUX)
- classe 3 La Grand-Combe (TRESCOL - LA LEVADE)
- classe 4 Nîmes (PISSEVIN - VALDEGOUR)
- classe 4 Nîmes (CHEMIN-BAS D'AVIGNON)
- classe 4 Nîmes (MAS DE MINGUE)
- classe 4 Nîmes (ROUTE DE BEAUCAIRE)
- classe 4 Nîmes (NÉMAUSUS-JONQUILLES ET MAS DE VILLE)
- classe 4 Bagnols-sur-Cèze (ESCAUAUX - CORONELLE - CITADELLE - VIGAN BRAQUET)
- classe 4 Beaucaire (LA MOULINELLE)
- classe 4 Uzès (QUARTIER PRIORITAIRE D'UZÈS)
- classe 5 Saint-Gilles (SABATOT - CENTRE ANCIEN)
- classe 5 Beaucaire (CENTRE VILLE)
- classe 6 Vauvert (LE BOSQUET)

« Pour les publics issus des quartiers prioritaires de la politique de la ville (QPV), Pôle emploi s'engage auprès des entreprises avec les emplois francs. Une aide financière est fournie aux entreprises embauchant un demandeur d'emploi issu d'un QPV selon le type de contrat, la durée du contrat et le temps de travail. En Occitanie sur l'année 2021, cela représente près de 11 000 emplois francs qui ont été mis en place pour les publics issus de QPV.

Six classes de QPV pour expliciter des problématiques différentes

Synthèse des caractéristiques significativement surreprésentées dans chaque classe :

Classe 1 :

16 QPV

QPV les plus privilégiés pour l'accès à l'emploi

Jeunes / seuls et sans enfants (55%) / nationalité française (79%)

Demandeurs plus qualifiés et formés

Salaires demandés plus élevés

Plus indemnisés, moins de RSA

Taux d'accès à l'emploi plus élevé

Moins de réinscriptions < 6 mois

Moins de freins (34%)

Plus mobiles

Parcours suivi (28%)

Domaines : **Hôtellerie-restauration, Commerce, Support à l'entreprise**

Hérault (Montpellier)

Classe 2 :

10 QPV

QPV toulousains confrontés à des difficultés de stabilisation de l'emploi

25-49 ans / femmes / couples avec enfants (36%) / nationalité étrangère (44%)

Formation sup BAC (44%)

Moins indemnisés, moins de RSA

Moins de DETLD

Plus de réinscriptions < 6 mois

Freins : numérique, logement

Mobilité 30 à 60 min

Plus d'activité réduite (33%)

Plus de fin de mission d'intérim

Parcours guidé (66%)

Domaines : **Services à la personne et à la collectivité**

Toulouse

Classe 3 :

31 QPV

QPV face à des difficultés financières et de transport

Seuls sans enfants (50%) ou avec enfants (20%) / nationalité française (75%)

Formation CAP-BEP (39%)

Employés qualifiés

Moins d'un an d'inscription (50%)

Moins d'activité réduite

Plus de RSA (30%)

Plus de freins : transport, financier, contraintes familiales

Peu mobiles (40% mobilité < 30 min)

Parcours renforcé (30%)

Domaines : **Commerce, Hôtellerie-restauration**

Classe 4 :

29 QPV

QPV avec des DE peu formés et des inscriptions de très longue durée

Hommes (58%) / couples avec enfants (37%) / nationalité étrangère (36%)

Ouvriers (20%)

Sans formation (30%)

Salaires demandés plus faibles

Plus de RSA

Plus de DETLD (31%)

Freins modérés

Parcours renforcé (33%), suivi (24%)

Domaines : **Construction (17%), Services à la personne et collectivité (24%)**

Départements du littoral

Classe 5 :

4 QPV

QPV avec des DE centrés sur l'agriculture, très peu formés et de nationalité étrangère

Nationalité étrangère (63%)

Sans formation (48%), Manœuvres, ouvriers SMIC (71%)

Plus d'activité réduite (36%)

Plus de fin de CDD (37%)

Taux d'accès à l'emploi plus élevé mais plus faible pour l'emploi durable

Plus de DETLD (32%)

Plus indemnisés (73%), moins de RSA

Frein : Capacités d'insertion et de communication

Parcours guidé (53%), suivi (29%)

Domaines : **Agriculture (49%), Industrie (7%)**

Tarn-et-Garonne, Gard

Classe 6 :

15 QPV

QPV cumulant toutes les difficultés

DE avec enfants (50%)

Moins qualifiés : CAP-BEP (39%)

Moins formés : sans formation (28%)

Salaires plus faibles (61% SMIC)

Moins indemnisés (50%)

Plus de RSA (33%), plus de BOE (14%)

Taux d'accès à l'emploi le plus faible (22%)

Davantage de freins (56%) et de tous types

Moins d'un an d'ancienneté (50%)

Plus de réinscriptions < 6 mois (55%)

Mobilité < 30 min (45%)

Parcours renforcé ou global (37%)

Domaines : **Transport et logistique (12%), Industrie (6%)**

LES DEMANDEURS D'EMPLOI EXERÇANT UNE ACTIVITÉ RÉDUITE

La convention d'assurance chômage offre la possibilité de cumuler une activité professionnelle avec les allocations chômage. Cette possibilité vise à inciter les demandeurs d'emploi à reprendre un emploi même si celui-ci est moins rémunéré que le précédent. Les demandeurs d'emploi en activité réduite sont tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi quelle que soit l'intensité de leur activité.

Dans le département du Gard, 26 170 demandeurs d'emploi ont exercé une activité réduite (catégories BC) au cours du mois de décembre 2020, soit 32% de la demande d'emploi ABC

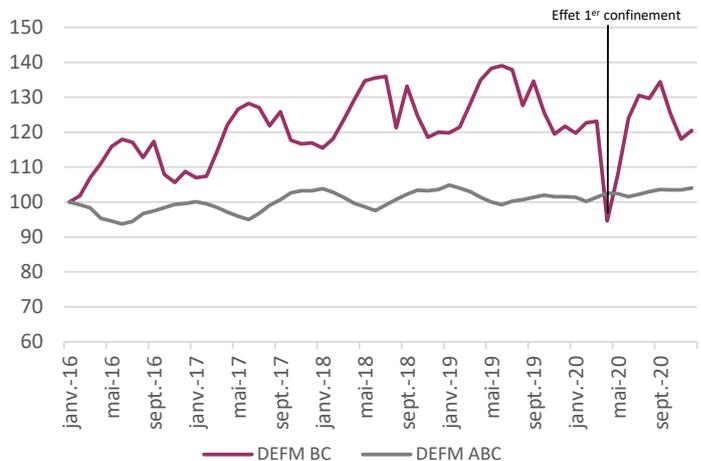
La crise sanitaire liée à la COVID-19 et les mesures gouvernementales mises en place pour freiner la propagation du virus ont fortement impacté le marché du travail. Le 1^{er} confinement a en effet engendré une augmentation sans précédent du nombre d'inscrits à Pôle emploi alors que le nombre de demandeurs d'emploi en activité réduite s'est subitement contracté, avant de repartir à la hausse.

Le département du Gard fait partie des départements qui affichent une part de demandeurs d'emploi en activité réduite plus faible qu'en région. Au niveau régional, cette population concentre 35% de la demande d'emploi.

Au fil des années, la part des demandeurs d'emploi en activité réduite dans le territoire n'a cessé d'augmenter, soit une progression de 4,4 points en 5 ans (32% en décembre 2020 contre 28% en janvier 2016).

ÉVOLUTION DU NOMBRE DE DEMANDEURS D'EMPLOI INSCRITS EN CATÉGORIES BC ET ABC SUR 5 ANS

Indice base 100 en janvier 2016, données brutes

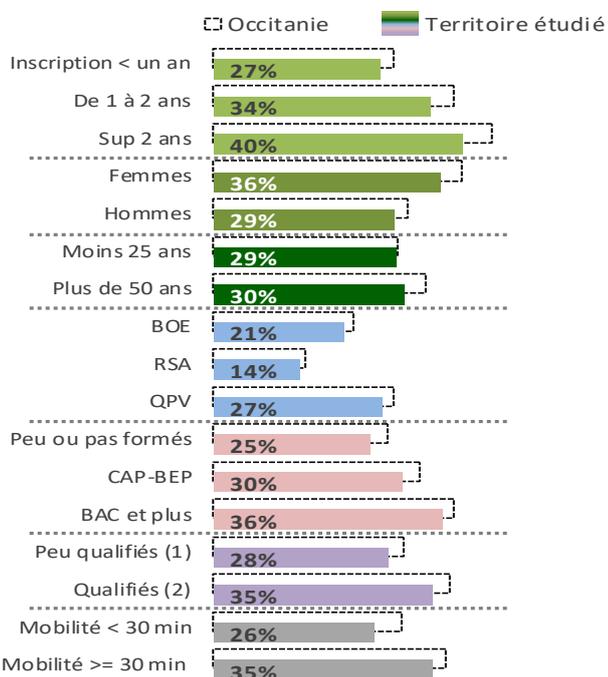


Le nombre de demandeurs d'emploi en activité réduite du département du Gard diminue de 1,0 % sur un an. La région affiche une baisse de 0,9% sur la même période.

Sur le département du Gard, la part des demandeurs d'emploi en activité réduite progresse avec l'ancienneté d'inscription

Cette proportion s'échelonne de 27% pour les inscrits depuis moins d'un an à 40% pour ceux inscrits sur les listes de Pôle emploi depuis plus de deux ans. L'activité réduite permet ainsi de renouer avec l'emploi après une période d'inactivité.

PART DES DEMANDEURS D'EMPLOI EN ACTIVITÉ RÉDUITE À FIN DÉCEMBRE 2020



Les femmes déclarent plus fréquemment une activité réduite (36% contre 29%). En effet, elles sont plus souvent positionnées sur le métier d'assistance auprès d'enfants que les hommes.

La proportion de jeunes (moins de 25 ans) en activité réduite est moins importante qu'en Occitanie (28,8% contre 29,0%).

Les bénéficiaires de minima sociaux sont moins souvent en activité réduite qu'en région.

Les personnes pratiquant une activité réduite sont en moyenne moins diplômées qu'en région, 36,2% d'entre elles ont un niveau BAC et plus contre 38,1%.

Ce public est moins mobile qu'en région. En effet 34,6% envisagent de se déplacer à plus de 30 minutes pour retrouver un emploi contre 36,8% en Occitanie.

EN SAVOIR +

Observatoire régional de l'emploi en Occitanie
Consultez notre publication

Les demandeurs d'emploi exerçant une activité réduite

(1) = Manœuvres, ouvriers spécialisés, employés non qualifiés

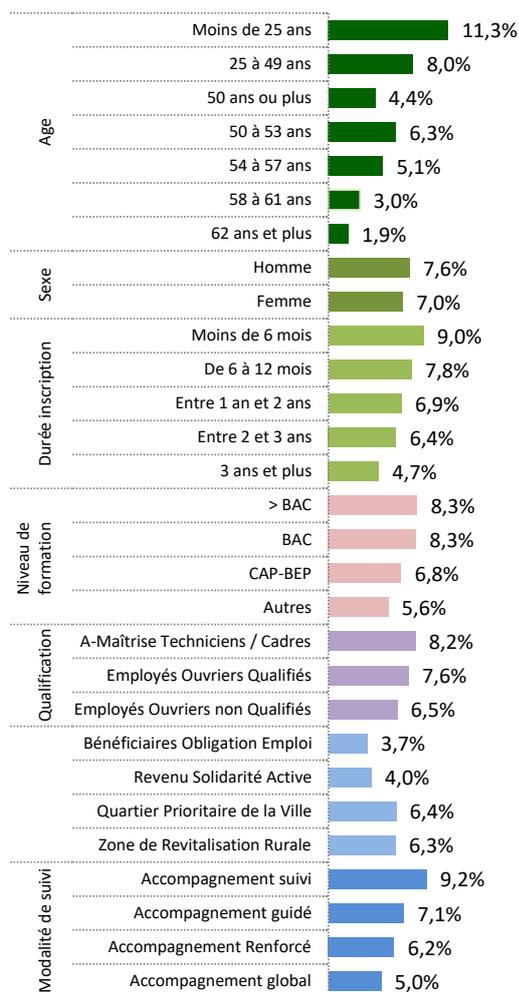
(2) = Ouvriers qualifiés, employés qualifiés, techniciens, agents de maîtrise et cadres

Source : STMT, données à fin décembre 2020

REPRISES D'EMPLOI ET INDEMNISATION

Certains publics ont plus de difficultés à retrouver un emploi

TAUX DE REPRISE D'EMPLOI MENSUEL SELON LES CARACTÉRISTIQUES DES DEMANDEURS D'EMPLOI



Repères clés

7,3% Taux de reprise mensuel moyen sur la période de octobre 2020 à septembre 2021 sur le département

8,1% en Occitanie

« Le taux de reprise d'emploi mesure l'accès mensuel au retour à l'emploi des demandeurs d'emploi inscrits sur les listes de Pôle emploi. Ce taux permet d'identifier les publics qui s'insèrent le plus facilement dans l'emploi et les publics les plus fragiles dans leur insertion professionnelle.

L'âge est le premier facteur discriminant

Le taux de reprise d'emploi des séniors est 3 fois moins élevé que celui des jeunes.

L'ancienneté d'inscription joue également un rôle important. Plus le demandeur d'emploi est inscrit durablement, plus son taux de reprise d'emploi est faible.

Pôle emploi met en place un accompagnement plus spécifique pour les demandeurs d'emploi qui en ont le plus besoin. Ce dernier est plus intense lorsqu'il est global et plus modéré lorsqu'il est suivi.

D'autres publics comme les **Bénéficiaires de l'Obligation d'Emploi**, du **Revenu de Solidarité Active** présentent également des difficultés importantes.

62 % des demandeurs d'emploi sont indemnisés par Pôle emploi au titre de l'Assurance chômage ou de la Solidarité

Repères clés

42 800 demandeurs d'emploi indemnisés à fin décembre 2021

62% taux de demandeurs d'emploi indemnisés

En Occitanie, ce taux est de 64%

-8,6% sur un an

En Occitanie, l'évolution est de -10,3%

16 mois durée moyenne d'indemnisation

En Occitanie, cette durée est de 15 mois

« En 2021, Pôle emploi Occitanie a versé plus de 3,6 milliards d'euros.

94% sont versés au titre de l'Assurance chômage

EN SAVOIR +

Observatoire régional de l'emploi en Occitanie
Consultez nos fiches

Demandeurs d'emploi indemnisés par Pôle emploi

Avant de s'inscrire à Pôle emploi, les demandeurs d'emploi déclarent un salaire moyen de référence brut de 2 010€. Lorsqu'ils sont indemnisés au titre de l'Assurance chômage, ils perçoivent une indemnité moyenne de 1 160€ par mois. Après expiration des droits à l'Assurance chômage, le passage en régime solidarité (sous condition de ressources) se traduit par une perte de revenu de l'ordre de 58% pour une indemnisation moyenne de 480€.

Pour rappel, le seuil de pauvreté est de 1 041€ en France en 2018.

Dans le Gard, 19,8% des habitants vivent sous le seuil de pauvreté.

Pôle emploi Occitanie

Avril 2022



Retrouver les productions du service
Statistiques, Études et Évaluations sur le site de
l'observatoire régional de l'emploi en Occitanie

www.observatoire-emploi-occitanie.fr

Directeur de la production
Thierry LEMERLE

Conception et réalisation
Statistiques, Études et Évaluations

Libre de diffusion sous réserve de mentionner la source : Pôle emploi Occitanie